

Les économistes y voient un peu plus clair sur la **croissance française en 2004**. Celle-ci atteindrait finalement **2,3 %**, tirée par une consommation exceptionnellement soutenue, malgré un trou d'air durant l'été. Les dépenses des ménages en produits manufacturés ont en effet augmenté de 4,4 % en volume au cours de l'année. Les **prévisions pour 2005** sont un peu **plus resserrées** aujourd'hui, autour de **1,9 %**.

En Loir-et-Cher, la **reprise des importations** en fin d'année constitue un indice de cette évolution. Elle touche en effet simultanément les produits de grande consommation et certains équipements ou biens intermédiaires nécessaires à l'activité des entreprises. Le **bilan de ce dernier trimestre est d'ailleurs meilleur** que ce à quoi l'on pouvait s'attendre. Les chiffres d'affaires s'avèrent assez nettement supérieurs à ceux de l'automne 2003, le chômage partiel a été peu utilisé, la création de nouvelles entreprises demeure très soutenue.

Une activité se situe toujours **en pointe : la construction de logements**. Des **records ont été battus en 2004** et le secteur bénéficie largement de cet engouement qui concerne en particulier l'habitat individuel. Plus de maisons, c'est aussi plus d'équipements en tout genre, mobilier, électroménager, etc. Ce mouvement contribue de façon significative au maintien et au développement du tissu commercial et artisanal du département.

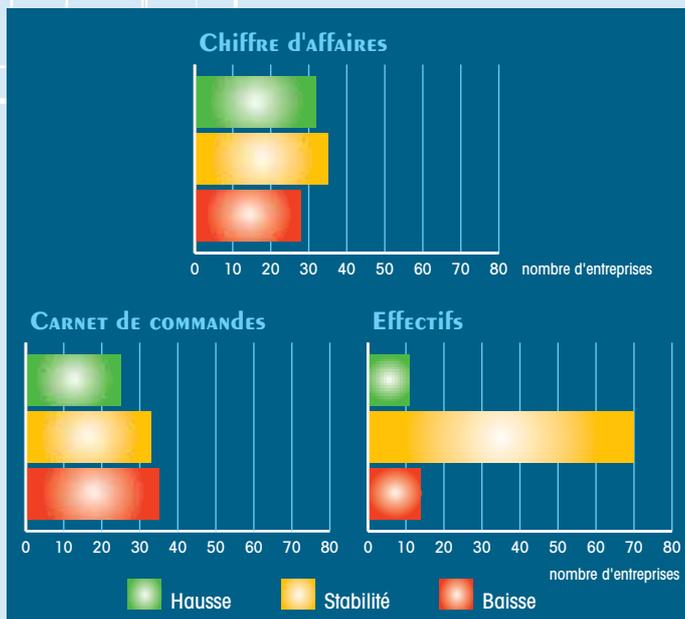
L'enquête de conjoncture du mois de mars montre une fois de plus des **différences importantes entre les secteurs d'activité**, voire entre les entreprises d'une même branche. Les commandes ont faibli quelque peu en début d'année, mais les **dirigeants anticipent un rebond pour le printemps**. **Les services demeurent sous le régime de la douche écossaise** : la morosité de l'été avait fait place à un certain regain d'optimisme en décembre, or les volumes d'affaires se sont de nouveau contractés durant l'hiver.

Le marché de l'emploi laisse l'observateur dans l'expectative. Les **recrutements sont très limités**, en particulier sur les postes durables, le recours à l'intérim ne cesse de s'amoin-drir, mais le **nombre de demandes d'emploi non satisfaites a diminué légèrement** en 2004. Alors que les flux de nouvelles inscriptions à l'ANPE sont stables d'une année sur l'autre, ceux consécutifs à un licenciement économique ont augmenté.

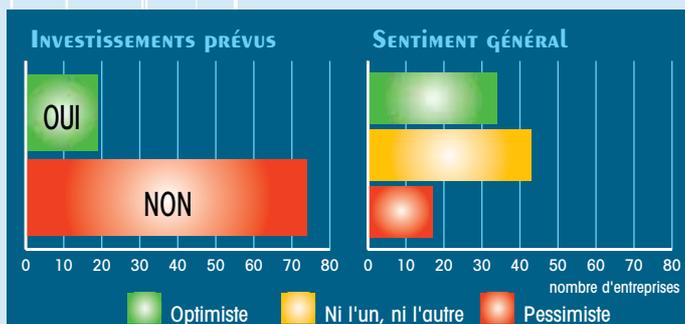
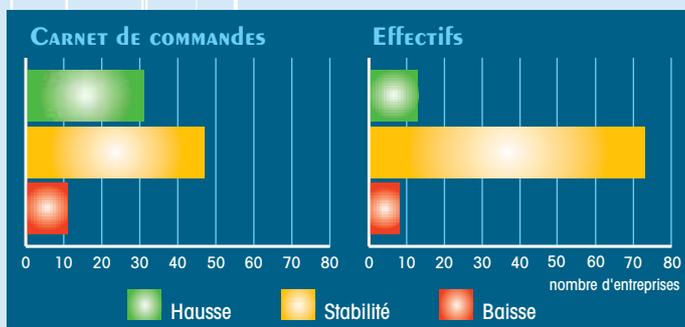
Après quelques signes d'amélioration, les **indicateurs de la précarité se sont détériorés** durant ce trimestre. Le nombre des **bénéficiaires du RMI** s'inscrit en effet de nouveau **en hausse**, induisant une augmentation totale de 5 % sur l'année. Le volume des dossiers de **surendettement s'accroît** également sur un rythme beaucoup plus soutenu en Loir-et-Cher que dans la région et le pays.

Toujours l'incertitude sur l'emploi

ÉVOLUTION AU COURS DES 3 DERNIERS MOIS



PRÉVISIONS À COURT TERME



Cette enquête a été réalisée par l'Observatoire de l'Économie et des Territoires de Loir-et-Cher du 1^{er} au 16 mars 2005. Elle couvre 95 entreprises de plus de 20 salariés appartenant aux secteurs de l'industrie, de la construction et des services aux entreprises (y compris les transports).

LE NIVEAU D'ACTIVITÉ

A PEU VARIÉ, MAIS L'ON S'ATTEND À UN REBOND

L'évolution des **chiffres d'affaires**, d'une année sur l'autre, est très semblable à celle constatée lors de l'enquête précédente. Globalement, ils sont en **hausse dans une entreprise sur 3** et en baisse dans une proportion légèrement moindre. On remarque toutefois une **certaine amélioration dans l'industrie et les services**.

Les carnets de commandes demeurent insuffisants pour 3 responsables sur 10; cette proportion est plus importante dans les services et les établissements de plus de 50 salariés. La part de ceux qui les jugent élevés s'est encore un peu effritée (un peu plus d'un sur 10), mais demeure relativement importante dans la construction (plus de 2 sur 10).

Ils se sont de surcroît **contractés dans plus d'un tiers des établissements**, mais dans plus de la moitié de ceux des services, qui semblent donc connaître une rechute inattendue. Dans l'ensemble, l'activité a d'ailleurs été plus réduite que ce que prévoient les responsables interrogés en décembre dernier, hormis dans certaines entreprises industrielles. En revanche, **les perspectives apparaissent nettement meilleures**: plus d'un dirigeant sur 3 entrevoit un regonflement de son carnet de commandes au cours des prochains mois, un sur 10 seulement envisageant un amoindrissement (mais deux fois plus dans la construction).

Peu de mouvements de main d'œuvre sont intervenus depuis le début de l'année. Les **effectifs** sont demeurés **stables dans 3 entreprises sur 4**. Ce résultat est parfaitement conforme aux prévisions, et la tendance devrait se poursuivre.

Les responsables interrogés ont un **avis plus tranché** que précédemment sur la marche de leur entreprise au cours du trimestre à venir, en particulier dans les établissements de plus petite taille. Ils sont en effet moins nombreux à ne pas se prononcer, ce qui semble indiquer une visibilité légèrement plus assurée de la conjoncture. En revanche, les opinions **optimistes et pessimistes augmentent parallèlement**. Les **premières demeurent néanmoins deux fois plus fournies** que les secondes et rassemblent près de 4 dirigeants sur 10. On enregistre d'ailleurs **un tout petit frémissement des intentions d'investir** (2 sur 10); leur niveau est toujours très bas, malgré tout.

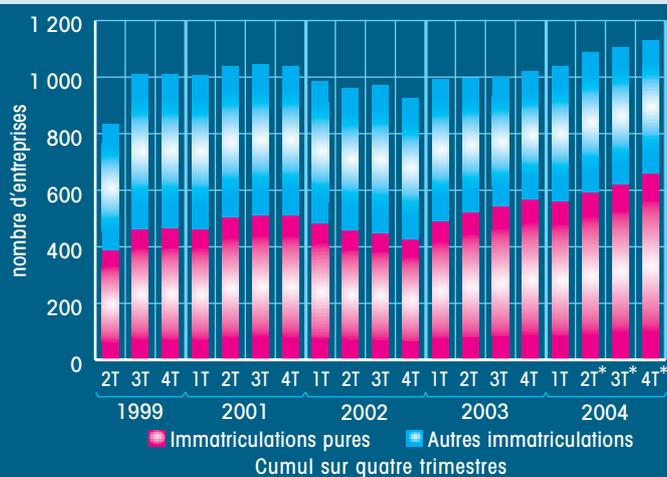
LE BOOM DE LA CRÉATION D'ENTREPRISES S'EST POURSUIVI EN 2004

Selon les données encore provisoires de la Chambre de Commerce et d'Industrie, l'intérêt croissant pour la **création d'entreprises** ❶ ne se serait pas démenti en 2004. La hausse, un peu moins vive qu'en 2003, atteindrait cependant **+ 16,3 %**, avec un total de **658 créations pures**. À l'exception notable de l'industrie, tous les secteurs d'activité participent à ce mouvement. **En proportion, le surcroît de créations s'est fait ressentir en priorité dans les hôtels - cafés - restaurants et dans les services collectifs.**

Avant les régularisations qui ne manqueront pas d'intervenir tout au long du premier semestre, les **radiations pures** ❷ **sembleraient marquer un net ralentissement.** À titre d'indication, on peut signaler qu'entre juin 2003 et juin 2004 (données quasi définitives), elles ont reculé de 12 % par rapport aux douze mois antérieurs. Compte tenu de l'écart actuel entre créations et disparitions, même si le nombre de ces dernières devait être sensiblement revu à la hausse, on peut anticiper un solde très positif pour l'exercice 2004.

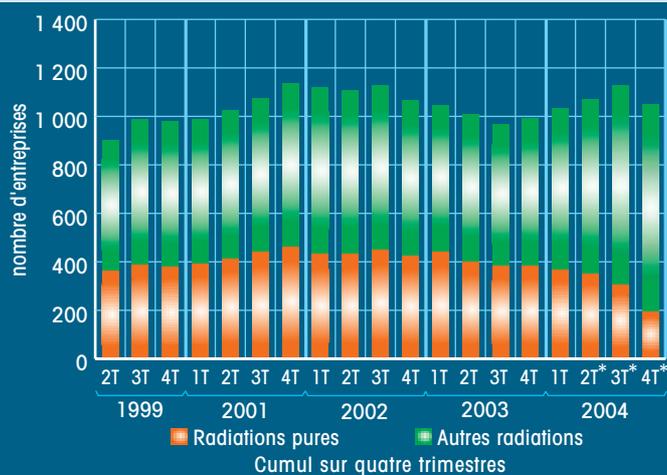
Les **mouvements d'entreprises au répertoire des métiers** ❸ se situent un peu en retrait par rapport au 3^e trimestre, tout en restant à un niveau relativement élevé. La Chambre de métiers et de l'artisanat a ainsi enregistré **104 immatriculations et 112 radiations** entre octobre et décembre, soit un **solde négatif de 8 unités**. Globalement, l'année 2004 est marquée par l'augmentation du renouvellement du tissu artisanal : 449 nouveaux artisans (20 de plus qu'en 2003), pour 437 disparitions (+ 52). Le **gain est au total assez réduit avec 12 unités supplémentaires**, contre 44 l'an dernier. Le bâtiment (+ 21) conserve son attractivité et son dynamisme, tandis que les services-transport (+ 15) ont retrouvé une tendance positive après le déficit connu en 2003. Ce n'est pas le cas de la plupart des activités manufacturières et, surtout, de l'alimentation dont le stock d'entreprises artisanales s'est encore amenuisé de 16 unités.

❶ CRÉATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



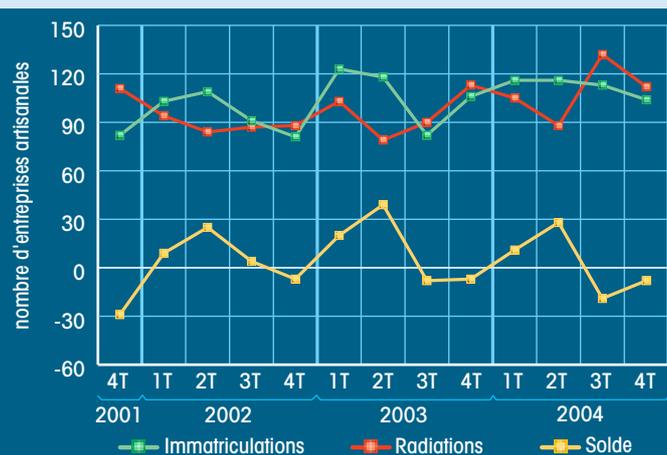
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

❷ RADIATIONS D'ENTREPRISES INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES



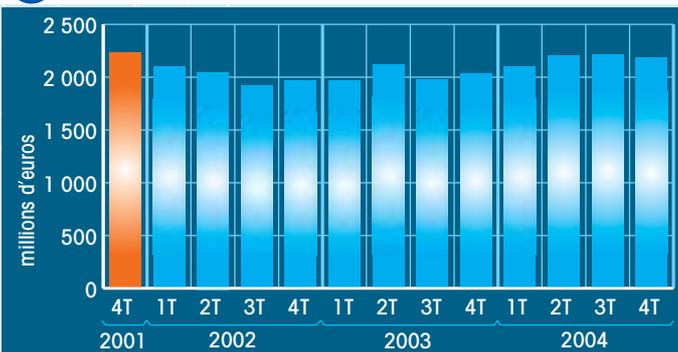
source Chambre de Commerce et d'Industrie de Loir-et-Cher
* données provisoires

❸ MOUVEMENTS DES ENTREPRISES ARTISANALES



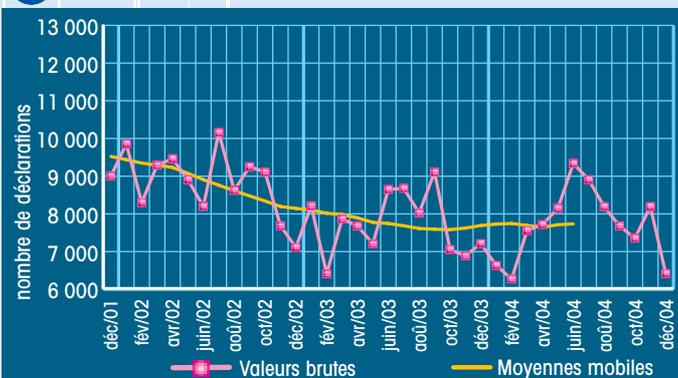
source Chambre de Métiers de Loir-et-Cher - Répertoire des Métiers

1 Chiffres d'affaires des entreprises



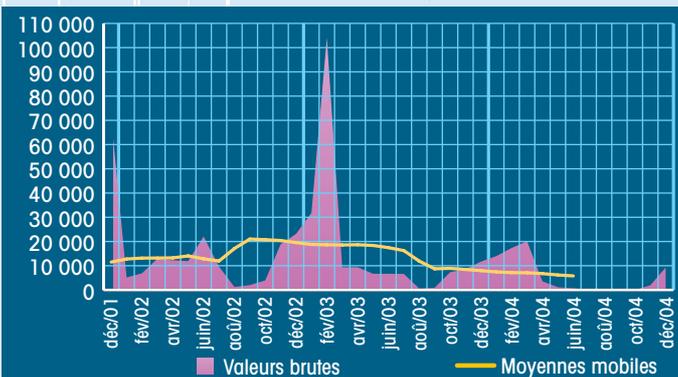
source Direction des services fiscaux : à partir du 1^{er} janvier 2002, chiffre d'affaires des entreprises au régime réel normal (EM, ET, ES, EB, EO, AM), y compris régimes mini réel (RM, RT, RS) et simplifié agricole (AET), y compris les entreprises installées en Loir-et-Cher mais relevant de la Direction des grandes entreprises.

2 RECOURS AU TRAVAIL TEMPORAIRE



source : URSSAF (Services statistiques régionaux) - Déclarations préalables à l'embauche. Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres : toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

3 CHÔMAGE PARTIEL (NOMBRE D'HEURES INDEMNISABLES)



source DDETFP

4 TAUX DE RESTE À RECOURIR DES COTISATIONS URSSAF



source URSSAF - Services statistiques régionaux

LES CHIFFRES D'AFFAIRES SONT PLUS ÉLEVÉS QU'EN 2003

Le niveau d'activité globalement correct masque cependant d'importantes divergences entre les secteurs d'activité et leurs différentes branches.

Après deux trimestres de hausse, les chiffres d'affaires des entreprises ① du département se sont un peu repliés durant l'automne avec un montant total de 2186 M€, soit 1,3 % de moins qu'entre juillet et septembre. Ils restent cependant plus élevés qu'au 4^e trimestre 2003 (+ 7,2 %). Pour l'ensemble de l'année 2004, le montant cumulé (8713 M€) est supérieur de 7,4 % à celui de 2003.

L'URSSAF a enregistré 21 968 demandes préalables à l'embauche émanant des agences de travail temporaire ② au cours du trimestre. Malgré un résultat un peu supérieur à celui de l'automne 2003 (+ 4 %), le repli du recours à l'intérim est confirmé et tend même à s'amplifier. Sur l'ensemble de l'année, l'évolution est en effet légèrement négative (- 0,6 %) par rapport à un total déjà peu élevé. Le nombre des déclarations provenant des sociétés d'intérim en 2004 est ainsi le plus faible depuis 1998.

Le chômage partiel ③ a été peu utilisé pour un 4^e trimestre : 11 300 heures¹ ont été autorisées, soit 59 % de moins qu'entre octobre et décembre 2003. Il s'agit d'ailleurs d'une constante pour l'année 2004, le nombre total d'heures s'étant réduit des deux tiers par rapport à l'année précédente.

Comme en atteste la diminution du recours à l'intérim, l'activité requiert pour l'instant moins de postes de travail. Un signe patent en est apporté par l'érosion de la masse salariale. Le montant des cotisations appelées ④ par l'URSSAF² n'a atteint que 212,3 M€ entre octobre et décembre, soit 5,4 % de moins qu'au cours de l'été. Plus inquiétant, ce résultat est inférieur de 1,8 % à celui du 4^e trimestre 2003. L'évolution en 2004 est d'ailleurs elle-même négative de 0,6 %. L'amélioration de la santé financière des entreprises se poursuivrait néanmoins. La part des cotisations restant dues à l'échéance a en effet de nouveau fléchi à 0,83 % fin décembre, contre 1,14 % un an auparavant.

NETTE REPRISE DES IMPORTATIONS

Les exportations ⑤ de produits manufacturés du Loir-et-Cher sont restées quasiment stables d'un trimestre sur l'autre avec un total de 349,8 M€ (- 0,2 %). Elles demeurent ainsi nettement supérieures au total enregistré à l'automne 2003, + 16,4 %. On note surtout une amélioration très sensible des performances de la branche automobile (qui ne compte plus aujourd'hui que les équipementiers), tandis que l'industrie

(1) Tous les établissements n'étant pas à 35 heures, les journées de travail n'ont pas la même longueur. Il est donc préférable de raisonner en terme d'heures.

(2) L'analyse de cet indicateur ne reflète pas la situation de l'ensemble des entreprises du Loir-et-Cher, car celles qui possèdent plusieurs établissements ont la possibilité de déclarer et de payer leurs cotisations à une seule URSSAF : c'est le système dit du "Versement Lieu Unique".

agroalimentaire continue à perdre des parts de marché. L'année 2004 est au final marquée par une reprise des exportations: 1,452 milliard d'euros, soit un gain de 18,5 % par rapport à 2003, trois fois plus que pour l'ensemble de la région (+ 6,6 %). L'industrie automobile s'est bien reprise (+ 76 %) après un exercice 2003 plombé par l'arrêt de Matra et une conjoncture morose; la fabrication de machines et équipements a également amélioré son résultat (+ 8,7 %), tandis que les exportations de produits chimiques, pharmaceutiques et cosmétiques ont stagné.

Les importations opèrent une forte reprise avec 329 M€, en progression de 19,5 % par rapport à l'été. Elles demeurent toutefois un peu inférieures à leur niveau du 4^e trimestre 2003. Il convient de souligner que l'ensemble chimie/pharmacie/cosmétologie, dont les importations sont en nette hausse, absorbe près de la moitié des flux de marchandises provenant de l'étranger. Le résultat global pour 2004 s'affiche en retrait par rapport à l'année précédente: 1,168 milliard d'euros, - 6 %. Il n'a reculé que de 1 % en moyenne dans le Centre.

Pour le deuxième trimestre consécutif, le solde de la balance commerciale du département se contracte, de façon même très sensible: - 72 % à 21 M€. Les échanges ont toutefois dégagé un excédent de 284,9 M € en 2004, alors que l'on avait enregistré un déficit en 2003. Le taux de couverture³ s'établit à 106 % pour le dernier trimestre (118 % pour le Centre) et à 124 % pour l'ensemble de l'année (111 % pour le Centre).

L'INVESTISSEMENT, plus étoffé qu'en 2003, ne décolle pas nettement

L'automne n'a pas apporté un franc mouvement de reprise de l'investissement dans les entreprises 6 du Loir-et-Cher. Les données des services fiscaux aboutissent en effet à un total de 66,1 M€, soit 1 % de plus qu'au 3^e trimestre. Le niveau est cependant toujours largement supérieur à celui de 2003: + 19,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente.

La construction de locaux d'activités 7 se trouve en revanche en net regain de forme avec 83859 m² mis en chantier entre octobre et décembre; il s'agit du meilleur résultat trimestriel depuis au moins 5 ans. Cela permet d'afficher pour l'ensemble de l'exercice 2004 un total de 229178 m², en progression de 13,6 % sur un an. Cette évolution masque cependant des disparités importantes. Les surfaces destinées à l'industrie, au commerce, à l'agriculture et aux bureaux sont moins étendues qu'en 2003, de beaucoup pour les derniers nommés (- 83 %). À l'inverse, la progression est très forte pour les bâtiments de stockage (liés à l'activité logistique), d'enseignement et de santé (polyclinique de Blois). Le volume des autorisations délivrées ne laisse pas entrevoir de rebond dans l'industrie et le commerce dans les mois qui viennent, bien au contraire.

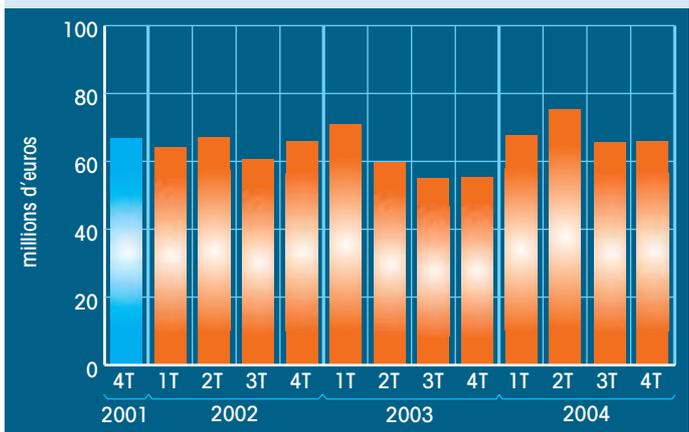
(3) Le taux de couverture est le rapport entre les exportations et les importations en valeur.

5 COMMERCE EXTÉRIEUR de produits industriels



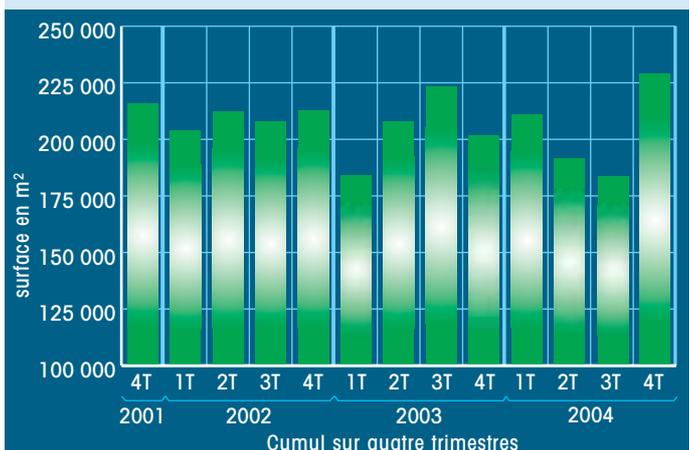
source Direction Régionale des Douanes et Droits Indirects - Centre

6 INVESTISSEMENTS DES ENTREPRISES



source Direction des services fiscaux. Nouvelle série à partir du 1^{er} janvier 2002. Le montant des investissements est reconstitué à partir de la TVA déductible sur immobilisations inscrites au bilan et concerne les entreprises qui déclarent selon le régime réel normal. Les investissements sont issus des déclarations déposées au cours des trimestres indiqués.

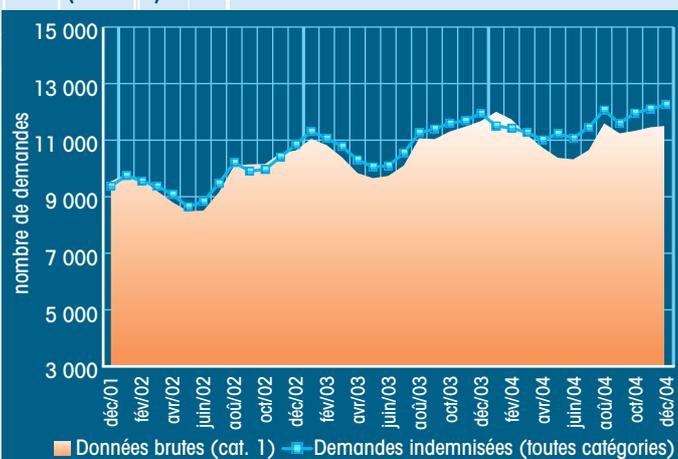
7 LOCAUX D'ACTIVITÉS (CONSTRUCTIONS COMMENCÉES*)



source DRE - fichier Sitadel

* Cumul glissant sur quatre trimestres.

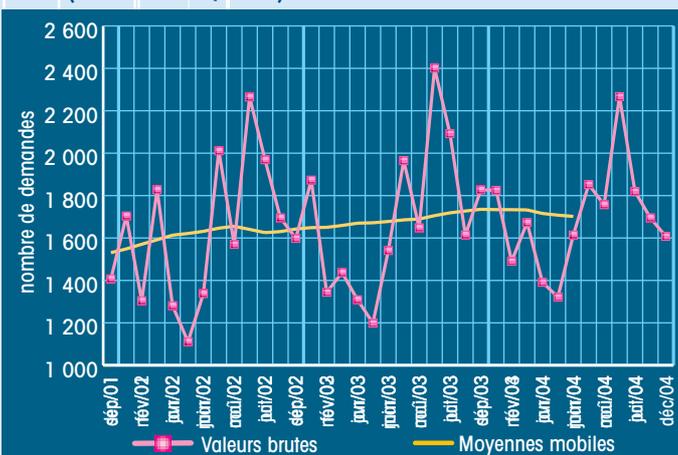
1 DEMANDES d'Emploi EN FIN DE MOIS (DEFM)



sources DRTEFP - ASSEDEC

Demandes d'Emploi en Fin de Mois de catégorie 1 (demandeurs à la recherche d'un emploi à plein temps et immédiatement disponibles).

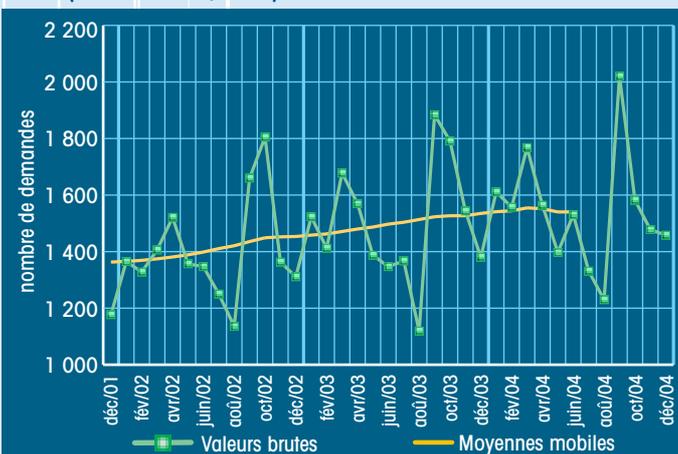
2 DEMANDES d'EMPLOI ENREGISTRÉES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi enregistrées : représentent le nombre de personnes qui s'inscrivent à l'ANPE chaque mois pour différents motifs (fin de contrat, première entrée, licenciement économique, etc.). Cette statistique mesure également un flux.

3 DEMANDES d'EMPLOI SORTIES (TOUTES CATÉGORIES)



source DRTEFP

Demandes d'emploi sorties : représentent le nombre de personnes (alors inscrites à l'ANPE) qui sortent des listes de cette agence chaque mois pour différents motifs (reprise d'emploi, entrée en stage, arrêt de la recherche, etc.). Il s'agit d'une statistique de flux.

LE CHÔMAGE A UN PEU DIMINUÉ AU COURS DE L'ANNÉE

Le chômage enregistre un nouveau recul (- 1,6 %) en données corrigées des variations saisonnières, entre octobre et décembre. Cette évolution est plus favorable que celles enregistrées dans le Centre (- 0,6 %) et en France (- 0,1 %). Avec **11 507 demandeurs d'emploi** (catégorie 1) en données brutes au 31 décembre, le Loir-et-Cher retrouve un **niveau très légèrement inférieur** à celui de fin 2003 : - 1,4 %. Un seul autre département de la région a vu décroître le nombre de chômeurs en 2004, l'Indre-et-Loire (- 0,5 %). Tous les autres subissent une augmentation, la plus élevée atteignant l'Eure-et-Loir (+ 4,2 %). La moyenne du Centre fait apparaître une petite hausse de 1,6 %, tandis que dans le pays, la variation est infime (- 0,1 %).

Les évolutions des **zones d'emploi** du département se rapprochent peu à peu. Durant l'année 2004, c'est le **Vendômois** qui a bénéficié de la plus favorable avec une **baisse de 3 %** du nombre de demandeurs. Le **Blaisois** termine également 2004 avec un **recul de 1,9 %**. Dans le **Romorantin**, le **rythme de hausse** n'a cessé de se ralentir et **n'est plus que de 0,8 %** sur l'année.

Au 31 décembre, le Loir-et-Cher compte, toutes catégories confondues, **12 257 chômeurs indemnisés** ①, soit 2,6 % de plus en un an.

Les **différences d'évolution par sexe** semblent pour l'instant **gommées** : - 1,8 % pour les hommes, - 1 % pour les femmes. Dans le Romorantin, les chômeurs masculins demeurent toutefois un peu plus nombreux qu'en décembre 2003 (+ 2,1 %). La **décrue s'étend désormais à toutes les tranches d'âge** et en particulier aux jeunes de moins de 25 ans (- 3,2 %); pour ces derniers, les divergences entre zones d'emploi subsistent cependant : + 6,2 % dans celle de Romorantin, - 7,5 % en Vendômois.

Le **chômage de longue durée** (un an et plus) évolue sur un **rythme de moins en moins soutenu**, mais qui atteint encore + 5,4 % au 31 décembre. Si un **tassement** semble s'opérer pour **les demandeurs inscrits depuis un à deux ans** (+ 2,4 %), l'inverse est constaté pour ceux dont la **durée d'inscription** se situe **entre deux et trois ans** : + 17 %. Parmi les catégories socioprofessionnelles, seuls les **agents de maîtrise** subissent en 2004 une forte poussée (+ 13 %). On observe a contrario une **diminution sensible pour les catégories non qualifiées**, tant chez les ouvriers que pour les employés.

On constate une **pause très sensible** dans les **nouvelles inscriptions à l'ANPE** ② au cours de ce trimestre (5 123); elles sont en effet inférieures de 13 % à celles de l'été précédent et de 7,4 % au flux enregistré entre octobre et décembre 2003. Cette évolution confirme ainsi la tendance observée au 3^e trimestre. Sur **l'ensemble de l'année**, le total est en conséquence à peine plus élevé que celui de 2003 (+ 0,3 %). Ce résultat tient pour l'essentiel à une **forte diminution** des demandes consécutives à une fin de **mission**

de travail temporaire (- 15 %) ou à un licenciement autre qu'économique. On note en revanche une **franche augmentation des inscriptions pour reprise d'activité** (qui traduit un regain de confiance), première entrée dans la vie active et **licenciement économique** (+ 7,3 %).

Entre octobre et décembre, **4 518 demandeurs sont sortis** ⁷ des fichiers de l'ANPE, un peu moins que durant l'été. Ce flux est également moins étoffé (- 4,1 %) que celui de l'automne 2003. L'exercice **2004** se solde néanmoins par une **augmentation de 2,9 %** du nombre de sorties (Centre: + 2,6 %, France: + 1,3 %). On enregistre en particulier une **évolution favorable** du nombre de **chômeurs ayant retrouvé un emploi** (+ 5,6 %).

Le **taux de chômage** ⁴ n'a **pratiquement pas varié** tout au long de l'année, quel que soit l'échelon territorial, après les corrections effectuées. Au 31 décembre, il s'établit à **8,7 %** en Loir-et-Cher comme en région Centre et à 9,9 % en France. Les évolutions trimestrielles sont un peu plus marquées au sein des zones d'emploi mais au final, les taux ne sont guère différents de ceux de décembre 2003: 8,4 % pour le Blaisois (- 0,1 point), 8 % pour le Vendômois (+ 0,1) et 9,9 % pour le Romorantinais.

LES BESOINS DE MAIN D'ŒUVRE RESTENT LIMITÉS

Le nombre **d'offres d'emploi** ⁵ déposées à l'ANPE (**2 194**) est à **peine supérieur** à celui de l'automne 2003 (+ 1,2 %), c'est-à-dire **l'un des plus faibles** enregistrés pour un 4^e trimestre au cours des huit dernières années.

La progression est de surcroît uniquement due à **l'envolée des offres d'emplois temporaires** (3 à 6 mois), traduisant un manque de visibilité sur la conjoncture économique, tandis que celles des **emplois durables sont en recul**. Grâce à un bon premier semestre, le **total 2004** est cependant **un peu plus élevé** que le précédent (+ 3,1 %), ce rythme s'avérant modeste au regard de la moyenne régionale (+ 8,2 %). L'évolution générale est semblable à celle constatée en fin d'année avec une forte poussée des postes précaires et une contraction sensible des offres de postes durables (- 5,4 %). Ce phénomène constitue une spécificité du département puisqu'aux échelons géographiques de référence, ces dernières sont en hausse, faible mais tangible.

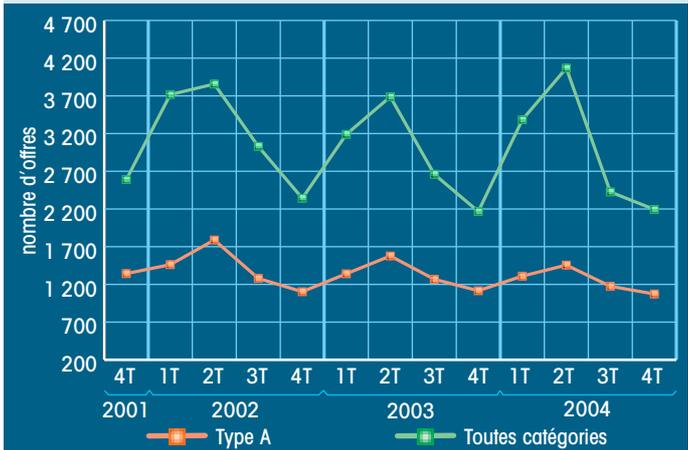
Pour les **déclarations préalables à l'embauche** ⁶, le 3^e trimestre n'aura été qu'une exception dans une **tendance générale à l'essoufflement**. Entre octobre et décembre, l'URSSAF de Loir-et-Cher en a comptabilisé 10 946 (hors travail intérimaire et agriculture), soit **3 % de moins** qu'à l'automne 2003. En **données cumulées** sur l'année, le résultat 2004 n'excède le précédent que de 1,8 %. On observe toutefois une très légère amélioration dans l'industrie (+ 3,4 %). Le volume des postes offerts dans le bâtiment s'est accru de 18 %, confirmant la solidité actuelle du secteur.

4 TAUX DE CHÔMAGE (NOUVELLE SÉRIE CORRIGÉE)



source DRTEFP

5 OFFRES D'EMPLOI ENREGISTRÉES



source ANPE

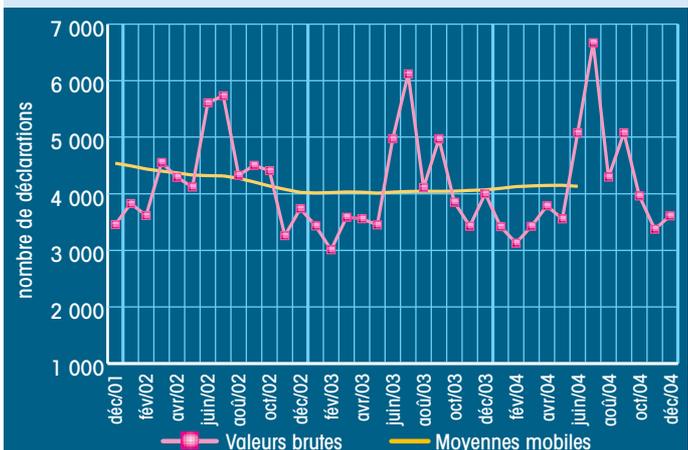
Définition des différentes catégories :

Type A - emplois durables (CDI, CDD de 13 mois et plus et CDD de 7 à 12 mois)

Type B - emplois temporaires (CDD de 1 à 6 mois, travail intérimaire de 1 mois et plus)

Type C - emplois occasionnels (CDD ou travail intérimaire de moins de 1 mois)

6 DÉCLARATIONS PRÉALABLES À L'EMBAUCHE (HORS TRAVAIL TEMPORAIRE ET AGRICULTURE)



source URSSAF (Services statistiques régionaux)

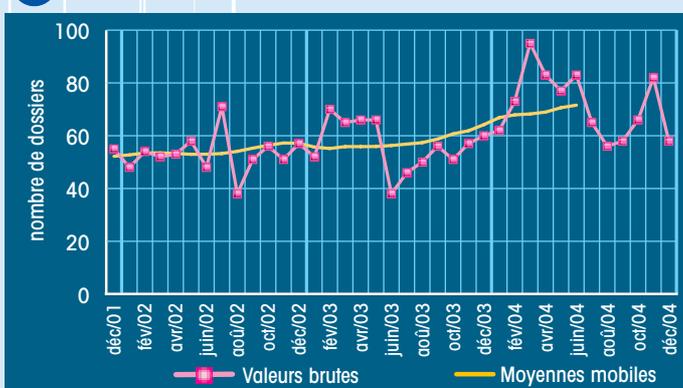
Il convient d'accorder une valeur relative à ces chiffres: toutes les déclarations préalables effectuées ne se traduisent pas forcément par une embauche.

1 REVENU MINIMUM D'INSERTION EN LOIR-ET-CHER



sources CAF et MSA

2 DOSSIERS DE SURENDETTEMENT DÉPOSÉS



source secrétariat de la Commission de surendettement

3 LOGEMENTS COMMENCÉS EN LOIR-ET-CHER (CUMUL GLISSANT SUR 4 TRIMESTRES*)



source DRE - Sitadel

(*) Il s'agit du cumul sur les 4 derniers trimestres effectué à un moment donné.

4 ÉVOLUTION DU MARCHÉ IMMOBILIER DANS L'ANCIEN (MONTANT DES TRANSACTIONS)



source Direction des services fiscaux - Base reconstituée d'après le montant des taxes relatives aux droits de mutations à titre onéreux.

LES INDICATEURS DE LA PRÉCARITÉ SONT DE NOUVEAU MOINS BIEN ORIENTÉS

Après deux trimestres consécutifs de réduction, le nombre des bénéficiaires du RMI ① s'est inscrit de nouveau en légère hausse : + 0,7 % en trois mois. Au 31 décembre, le département compte **4 027 bénéficiaires**, soit **4,9 % de plus** qu'un an auparavant. Précisons que le niveau le plus élevé atteint depuis sept ans a été enregistré en mai 2004 avec 4 106 personnes.

Le surendettement ② connaît également une **recrudescence** avec **206 dossiers supplémentaires** enregistrés au cours de ce trimestre, soit 15 % de plus que durant l'été et **22,6 % de plus** qu'à l'automne 2003. Ce dernier écart est d'autant plus saisissant que l'on constate une baisse de 2,6 % pour l'ensemble de la région et une faible augmentation (+ 1,9 %) en France. En données cumulées sur l'année, le **rythme d'accroissement** du nombre de dossiers est d'ailleurs **nettement plus élevé en Loir-et-Cher** (+ 26,7 %) que dans les deux territoires de référence (autour de 14 %). Rappelons cependant que la mise en place de la nouvelle procédure a nettement influé en 2004 sur cette augmentation. Il convient de souligner également qu'en Loir-et-Cher le nombre de dossiers de surendettement déposés est proportionnellement plus faible qu'en moyenne.

CONSTRUCTION DE LOGEMENTS : RECORD BATTU EN 2004

Entre octobre et décembre, **510 logements** ont été mis en chantier ③ en Loir-et-Cher, ce qui constitue le **meilleur résultat pour un 4^e trimestre** sur les six dernières années. Le **millésime 2004** restera d'ailleurs dans les annales de la construction dans le département : **2 137 logements nouveaux ont été commencés**. Il s'agit du **total le plus élevé enregistré depuis au moins une quinzaine d'années**. Il est **supérieur de 36 %** à celui de 2003 (Centre, + 13 %). Au succès prodigieux de la maison individuelle s'est ajouté un regain sensible de l'habitat collectif (2 fois plus qu'en 2003). Les perspectives pour les prochains mois restent bonnes, mais devraient se situer un cran au-dessous, si l'on en juge par l'érosion du nombre des autorisations.

D'un trimestre à l'autre, les **transactions dans l'immobilier ancien** ④ n'ont connu qu'une augmentation modeste (+ 2,2 %) en comparaison de la précédente, pour atteindre **156 M€**. Le total de **l'année 2004** s'élève à **537 M€** ; il est **supérieur de 21 %** à celui de 2003. L'envolée continue des prix, due au déséquilibre entre l'offre et la demande, n'est bien sûr pas étrangère à cette évolution.

Réalisé avec le concours financier du Conseil général.

Directeur de la publication : Alain Quillout - Tirage : 600 exemplaires -
Conception/réalisation : Observatoire - Impression Alleaume -
Dépôt légal à parution - ISSN N° 1278-6950